



Madame Geneviève Darrieussecq
Ministre de la Santé et de l'accès aux soins
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP

A l'attention de la DGOS madame Camille Cavel, Jessica Jandia et monsieur Amadis Delmas

Objet : Préavis de Grève Unitaire CGT, FO, UNSA et SUD

Paris, le 10 décembre 2024

Madame la ministre,

Nous avons l'honneur de déposer auprès de vous un préavis de grève national du 22 décembre 2024 jusqu'au 31 janvier 2025 conformément aux articles L.2512-1 et L.2512-2 par le Code du travail.

Pour les agent.es soumis à des services continus et dont les horaires d'embauche et de débauche débordent les jours et horaires précités, le préavis doit couvrir les agents en amont et en aval de ces journées.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce préavis est valable pour l'ensemble des personnels médicaux et non médicaux relevant des établissements du champ de la santé et de l'action sociale, notamment :

- **Les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière,**
- **Les ESPIC (CLCC...) et les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés chargés de la gestion d'un service public (art. L.2512-1 et L.2512-2 du Code du travail ; Art. L.6112- 3 et L.6161-5 du Code de la santé publique)**
- **Les Etablissement Français du Sang et activités de transfusion sanguine (E.F.S) créé par le décret n° 99-1143 du 29/12/99 et la loi n° 98-535 du 1/7/98 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.**

Du 22 décembre 2024 au 31 janvier 2025, sera l'occasion pour les salarié.es des secteurs du public et du privé de se mobiliser, dans le cadre du futur débat parlementaire sur le Projet de Loi de Finances et du Projet de Loi du Financement de la Sécurité Sociale, d'obtenir les financements nécessaires à notre système de santé et d'action sociale pour répondre aux besoins de la population et des professionnel.les de ces secteurs d'activité avec l'exigence d'ouvertures de négociations concernant les revendications suivantes :

- **Un plan urgent de formations pluridisciplinaire et le recrutement de professionnel.les supplémentaires en faveur de ratios d'encadrement permettant l'amélioration des conditions de travail des personnels et de la prise en charge des patient.es / résident.es / usagèr.es.**
- **La revalorisation générale des salaires se fondant sur l'augmentation du traitement de base et/ou le point. L'extension du CTI à tous les personnels.**
- **L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.**
- **Le renforcement significatif des moyens financiers alloués dans le cadre du PLFSS 2025 pour les établissements et les personnels, notamment une revalorisation importante de l'ONDAM afin de répondre aux besoins.**
- **L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits.**
- **De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.**
- **Le retrait de la dernière loi injuste sur les retraites et la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers pour un départ anticipé à la retraite et le maintien, l'élargissement de la catégorie active dans la Fonction Publique Hospitalière et son extension au secteur privé. La revalorisation des pensions de retraite.**
- **Une protection sociale complémentaire de haut niveau avec l'amélioration, l'élargissement de l'article L722-1 des soins gratuits et l'amélioration de la prestation maladie du CGOS.**
- **L'abrogation de l'ordre infirmier.**

Dans l'attente, nous vous demandons de prévenir les chefs d'établissements visés par la réglementation précitée afin de les rendre au respect du droit de grève, à commencer par l'application pleine et entière des dispositions du Code du travail en matière de négociation préalable ou de concertation prévue par la circulaire n° 2 du 4 août 1981.

Les organisations syndicales CGT, FO, UNSA et SUD avec les salarié.es rappellent qu'elles et ils savent prendre leurs responsabilités pour assurer la sécurité et les soins aux malades dans la limite des moyens humains et matériels qu'elles et ils ont à leur disposition.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour les organisations syndicales :

Stivala Mireille



Pour la CGT	Pour FO	Pour SUD	Pour l'UNSA
La SG	Le SG	Le SG	Le SG
Stivala Mireille	Didier Birig	Ramon Vila	Yann Le Baron